LE CAPITALISME NE RÉPOND PLUS

Le système capitaliste est-il devenu incontrôlable ? Sa dérive financière semble l'avoir porté hors d'atteinte des mises en garde d'experts comme de la régulation d'États dépassés par la surpuissance des Gafa. L'enrichissement frénétique des plus riches au détriment des salariés creuse un fossé qui pourrait être sa tombe, surtout si persiste sa quête effrénée du profit contre l'écologie. Pour stopper cette course folle à l'abîme, il reste la force des réflexions, des opinions, des mouvements qui s'esquissent contre le capitalisme aveugle et sourd.

Dossier coordonné par la rédaction (avec Patrice Bollon)

•••

ILLUSTRATION SYLVIE SERPRIX POUR LE NOUVEAU MAGAZINE LITTÉRAIRE



Chronique d'une catastrophe annoncée

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Et si 2008 n'avait été qu'un préambule? Telle une machine folle, le système néolibéral, loin de corriger ses errements, poursuit sa dérive financière aux dépens des États et des populations, et au risque de sa propre survie.

Par Christine Kerdellant



Et si Marx et Schumpeter avaient raison? Et si la fin du capitalisme – ou plutôt de son dernier avatar, le néolibéralisme occidental – était écrite? Le Brexit, l'élection de Trump, la prise de pouvoir des populistes en Italie ou leur enracinement en Europe de l'Est témoignent d'un rejet croissant par les populations du système politico-économique qui prévalait depuis le milieu des années 1980, et qui s'est caricaturé depuis la crise de 2008. L'explosion sociale a commencé dans les urnes, tandis que la prochaine crise financière se prépare, nourrie par la création de monnaie à outrance. Cette crise risque d'être plus forte que la précédente, et les puissances publiques n'auront plus les moyens de l'enrayer. Face à cette double menace d'une déflagration sociale et d'une catastrophe financière, il ne se trouve plus personne, en France, pour défendre un système dont les excès trop voyants ont joué le rôle de chiffons rouges. Les clivages politiques et géopolitiques traditionnels se brouillent, même à l'égard de l'idée européenne.

Christine Kerdellant est directrice de la rédaction de *L'Usine nouvelle* et *L'Usine digitale*. Elle a publié *Le Suicide du capitalisme* chez Robert Laffont (2018).

À la racine du mal, l'accroissement des inégalités des revenus et des patrimoines, qui s'est accéléré depuis dix ans, corollaire des choix opérés par les banques centrales pour écarter le risque de « grande dépression »; les mesures de *quantitative easing* ont favorisé la spéculation et le gonflement



ERIC PIERMONT/AFP

Georges Plassat, ex-PDG de Carrefour, a dû cet été renoncer à son parachute doré, alors que son ancien groupe annonçait 2 000 licenciements.

du patrimoine des plus riches. Les inégalités se sont amplifiées au moment même où la croissance ralentissait, les rendant plus visibles et plus douloureuses. Dans des pays comme la France, où les inégalités ont peu progressé, la perception des populations n'est pas différente de ce qu'elle est ailleurs. Ce sentiment d'augmentation des injustices est alimenté par les muletas qu'agitent régulièrement devant les foules, avec mépris ou inconscience, les principaux bénéficiaires du système : les rémunérations indécentes des dirigeants des plus grandes sociétés ; l'impunité des « optimisateurs fiscaux », ces groupes ou ces contribuables fortunés qui échappent à l'impôt grâce aux paradis fiscaux, transférant le fardeau sur les ménages; enfin, les excès médiatisés d'une poignée de capitalistes financiers peu scrupuleux qui éreintent leurs fournisseurs et déprécient leurs salariés.

Les rémunérations des dirigeants salariés des entreprises du SBF 120 (indice boursier des valeurs françaises les plus négociées) ont explosé depuis trente ans. Que le patron de Renault-Nissan ou celui de Sanofi puissent gagner, en éléments fixes ou variables, jusqu'à 15 millions d'euros par an, soit presque 1 000 fois le smic, qu'un smicard soit obligé de travailler 73 ans pour obtenir ce que ces patrons gagnent en 1 mois, cela touche à l'irrationnel. Il y a un demi-siècle, le facteur multiplicatif entre le salaire moyen dans une entreprise et le salaire de son plus haut dirigeant était de 20, ce que le théoricien du management Peter Drucker estimait « sage »; mais, en 1990 déjà, aux États-Unis, il était de l'ordre de 200, ce que Drucker jugeait pernicieux et même dangereux. Or il n'a fait que s'accentuer depuis.

EMMANUEL DUNAND/AFP

Une mise en scène d'Oxfam pour dénoncer les paradis fiscaux, à quelques pas des institutions européennes à Bruxelles, en décembre 2017.

Pourtant, la fourchette de revenus acceptable par les salariés du bas de l'échelle est toujours de 1 à 4 en France.

LA FINANCIARISATION CONTRE LE COMPROMIS SOCIAL

La financiarisation de l'économie est en cause : c'est elle qui a fait voler en éclats le compromis social de l'après-guerre. Après la crise de 1929 et jusqu'au milieu des années 1980, le dirigeant était un salarié comme les autres, même s'il était mieux payé que les autres. Il partageait le destin des salariés et faisait passer au second plan le profit de son actionnaire. Il les protégeait parce que, si l'entreprise fermait, il en pâtissait aussi. L'existence d'un bloc soviétique apparemment florissant contribuait à donner du pouvoir aux manageurs et aux salariés : le système communiste servait de repoussoir. « Vous n'avez pas envie d'un système de soviets? Alors faites en sorte que l'on se tienne tranquilles, augmentez nos salaires », semblaient dire les bénéficiaires de ce pacte tacite. « Vous voulez la paix sociale? Payez-en le prix. »

Mais, à partir des années 1980, la Bourse, décrédibilisée depuis l'entre-deux-guerres, revient en force, tandis que le système communiste cesse de faire illusion. Pendant l'ère Reagan, les fonds de pension sont autorisés à investir massivement dans les actions d'entreprise, ce qui sera lourd de conséquences. En 1950, les fonds de pension

> « À la racine du mal, l'accroissement des inégalités […] qui s'est accéléré depuis dix ans. »

et les fonds d'investissement détenaient aux États-Unis 3 % des actions cotées. Très vite, ils en posséderont plus de la moitié, et les deux tiers au Royaume-Uni. La France ne fait pas exception : ces fonds pèsent aujourd'hui plus de 50 % du capital des cent vingt premières sociétés cotées de l'Hexagone. Ce nouveau pouvoir, puissant car riche de ses milliards à placer, va chercher à augmenter le rendement de ses capitaux. Il comprend que la façon dont les sociétés sont dirigées ne favorise pas la distribution de gros dividendes et la maximisation de la valeur boursière. De surcroît, l'actionnaire n'a plus besoin que l'entreprise l'aide à réduire ses risques : il peut diversifier son portefeuille. Les firmes, elles, doivent se spécialiser sur leur cœur de métier pour dégager une plus forte rentabilité. Pour être certain que les entreprises seront gérées comme il l'entend, le capitalisme financier associe étroitement les manageurs salariés à sa réussite. Afin de leur faire accepter le principe de spécialisation et de maximisation des rendements, plus risqué, et les mesures impopulaires qui l'accompagnent – délocalisations, licenciements « boursiers » –, on dissocie leur destin de celui des autres salariés. Les investisseurs ont donc fait



PEUT-IL EXISTER UN CAPITALISME VERT ?

Le 28 août dernier, Nicolas Hulot quittait le gouvernement, dénonçant l'insuffisance d'une politique des petits pas et l'incompatibilité entre écologie et capitalisme. Un constat qui fait débat.

NON



Naomi Klein, journaliste, réalisatrice et auteur de *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* (Actes Sud, 2015).

« Sans contestation possible, on peut affirmer que le capitalisme, en raison de sa soif inextinguible de croissance et de profits, se dresse comme un obstacle sur l'unique chemin menant à la transition rapide vers la sortie des énergies fossiles. Sans contestation possible, on peut également affirmer que la propagation sur toute la planète, dans les années 1980-1990, [...] du néolibéralisme explique à elle seule le pic désastreux des émissions au cours des dernières décennies, au niveau mondial, et constitue aussi l'unique pierre d'achoppement, sur laquelle les gouvernements continuent de buter, depuis qu'ils se réunissent [...], au moment de prendre des mesures de sauvegarde du climat, d'inspiration scientifique. »

Theintercept.com, 3 août 2018, en français sur Lemediapresse.fr, 3 septembre 2018

OUI, MAIS...



Arnaud Montebourg, ancien ministre du Redressement productif (2012-2014).

« Moi, je ne dirais pas que l'écologie soit incompatible avec le capitalisme mais incompatible avec le laisser-faire, le libéralisme. »

France Inter, 8 septembre 2018

OUI, MAIS...



Éric Le Boucher, journaliste spécialiste en économie et directeur d'*Enjeux-Les Échos*, a cofondé le site d'information Slate.fr.

« Ni l'écologie ni l'économie ne se sauveront l'une sans l'autre. La "solution" viendrait paradoxalement du rapprochement des deux échecs. [...] L'économie ne retrouvera un modèle de croissance vive qu'en s'appliquant à fonder un nouveau modèle de consommation et de production. L'écologie ne réussira qu'en inventant comment mobiliser le capital abondant. »

L'Opinion, 10 septembre 2018

OUI



Peter Singer, philosophe, auteur de *L'Altruisme efficace* (Les Arènes, 2018) et de *Théorie du tube de dentifrice* (La Goutte d'or, 2018).

« Un capitalisme vert, tout comme un capitalisme éthique, est possible. [...] Le capitalisme repose sur le mode de consommation des individus. [...] Si les gens arrêtent de consommer un bien néfaste pour l'environnement ou contraire à l'éthique, [...] ce bien ne sera plus produit. Bien sûr, il est difficile d'éduquer les gens. Mais le capitalisme n'est pas incompatible avec l'écologie, si cette éducation est faite, et si les gens consomment de manière responsable. Et c'est l'un des objectifs auxquels tend l'altruisme efficace. »

Nouveau-magazine-litteraire.com, 11 septembre 2018

KOUROSH KESHIRI/MACLEANS - JOEL SAGET/AFP - MAURICE ROUGEMONT/OPALE/LEEMAGE - ALLETTA VAANDERING/ED. LES ARÈNES

••• passer les manageurs « dans leur camp ». Ils les ont transformés en actionnaires, grâce à des stock-options, actions gratuites et autres bonus proportionnels aux résultats de la société, sans parler des parachutes dorés qui font taire la peur du risque. Mais ces rémunérations indécentes ont cassé la cohésion sociale ; des économistes tels que Patrick Artus, directeur des études de Natixis, évoquent le risque de « révolte » des salariés, malgré la perte d'influence spectaculaire des syndicats.

EUROPE SCHIZOPHRÈNE

Deuxième chiffon rouge, les paradis fiscaux sont l'une des anomalies les plus inacceptables du capitalisme mondial, et un autre symbole de l'hypocrisie générale. Ils engendrent pauvreté et inégalités en privant de leurs recettes fiscales à la fois les pays occidentaux et les pays en développement, qui en ont le besoin le plus criant.

La crise de 2008 et le G20 qui l'a suivie ont certes, sous l'impulsion de Barack Obama, provoqué quelques avancées. Les petits fraudeurs qui avaient des comptes en Suisse ont été obligés de les fermer et de rapatrier leur argent avec des pénalités. Mais les plus grands ont transféré leurs avoirs à Hong Kong, à Singapour ou aux îles Caïmans. Et malgré toutes les dénonciations, les Panama Papers, les Luxleaks ou le scandale UBS, les oasis fiscales continuent de prospérer. Des îles exotiques sont consciencieusement consignées sur des listes noires, mais on tolère toujours des paradis au cœur même de l'Europe : l'Irlande pour l'impôt sur les sociétés, les Pays-Bas pour les royalties sur la propriété intellectuelle, ou le Luxembourg qui « siphonne » les recettes de ses voisins en offrant des conditions extraordinaires aux multinationales, *tax rulings* et arrangements fiscaux sur mesure. Les Gafa utilisent à plein les possibilités légales que leur offre l'Europe schizophrène, mais toutes les grandes entreprises, les banques en tête, le faisaient depuis longtemps avec plus de discrétion. Il est vrai que nous avons choisi pour président de la Commission européenne un pompier pyromane : au Luxembourg, ces *tax rulings* ont été mises en place par Jean-Claude Junker, ministre des Finances puis Premier ministre pendant trente ans.

Troisième facteur aggravant, l'installation d'un nouveau « capitalisme sauvage », au sens que lui ont donné des sociologues comme Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant. Exclusivement guidé par la recherche de la rentabilité financière – le fameux taux de 15 % des fonds de pension américains, devenu fétiche, alors même que l'inflation et les taux d'intérêt sont proches de zéro –, il décrédibilise les discours officiels sur la « RSE » (responsabilité sociale et environnementale), l'éthique, les codes de conduite ou les investissements socialement responsables. Le modèle fordien de l'entreprise « seconde famille », dans laquelle le capitaliste partageait avec ses employés les gains de productivité et permettait de longues carrières assorties de promotions, est certes révolu, mais le cynisme et le double langage règnent désormais en maîtres dans des sociétés en quête d'un rendement mortifère. Alors que l'âge du départ à la retraite devra être repoussé, les plus de 50 ans sont démotivés et chassés vers la sortie. Pis ! la sacro-sainte « expérience » est devenue un handicap quand les grands groupes, imitant les start-up, cherchent des cerveaux vierges pour « disrupter » leur business. Au lieu de miser sur la croissance et l'investissement et faute de projets suffisamment rentables pour satisfaire l'exigence des 15 %, les grandes sociétés rachètent en masse leurs propres actions afin d'en faire monter la valeur et de contenter leurs actionnaires. Au point que la Bourse de Wall Street s'inquiète.

Sur ce terreau d'inégalités, de déclin des classes moyennes et de croissance ralentie, les flux migratoires constituent un facteur aggravant, voire un détonateur. Le possible effondrement de ce capitalisme épuisé de dérives n'est plus une hypothèse d'école, même si son mécanisme ne ressemblerait guère à ceux que décrivaient Marx ou Schumpeter. Mais quelle alternative à ces démocraties néolibérales qui croyaient avoir atteint la « fin de l'histoire », qui voyaient leur universalisation comme forme ultime de tout gouvernement humain ? En face d'elles, une forme de capitalisme d'État semble prospérer en Chine. Mais cet État de lois, qui n'est un État de droit ni pour les citoyens ni pour les entreprises, cette économie socialiste de marché qu'Internet et les réseaux sociaux n'ont pas guidée vers la démocratie, en dépit des espoirs qu'ils avaient suscités, demeure un repoussoir.

> **« Des économistes évoquent le risque de « révolte » des salariés. »**

Après l'appel d'un anonyme, des dizaines de milliers de personnes ont défilé le 8 septembre dernier en France, lors d'une marche pour le climat.

JEAN-PAUL PELISSIER/REUTERS

LA RELÈVE DES MILLENIALS

Le capitalisme occidental est-il réformable de l'intérieur ? Un soulèvement est-il possible, qui balayerait ce capitalisme suicidaire ? Seules des régulations au niveau global pourraient en corriger la trajectoire. Mais la prise de pouvoir de Donald Trump nous en éloigne singulièrement. Pourtant, il est indispensable de rendre illégale l'utilisation des paradis fiscaux et d'en finir avec l'usage des produits financiers dérivés. Il faut obliger les fonds de pension à adopter des arbitrages privilégiant le long terme. Il est essentiel de convaincre les actionnaires – par des mesures fiscales qui ne seront efficaces que si elles sont communes à tous les pays du G20 – que la course au profit immédiat est destructrice. Que les « excédents » ne doivent pas être distribués en actions, mais utilisés pour augmenter les salaires. Ou, *a minima*, pour développer l'actionnariat salarié, qui doit se généraliser dans le capital des entreprises. Enfin, il est vital de rétablir la responsabilité individuelle, surtout lorsqu'il s'agit de la rémunération des dirigeants, pour lesquels même le *name and shame* ne semble pas suffire.

L'autodiscipline paraît une hypothèse bien naïve. Pourtant, les élites issues des générations X et Y, les *millenials*, qui sont plus attachées à la protection de la planète, plus méfiantes à l'égard des grandes entreprises et en recherche d'un meilleur équilibre vie privée-vie professionnelle, paraissent aussi développer plus de réflexions sur l'éthique professionnelle que leurs aînés. Pourront-elles inventer un autre modèle ? C'est la survie du « pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres », qui est en jeu. ■

L'introuvable ruissellement

Une croissance numérique en trompe-l'œil

Si la révolution numérique a enrichi les entreprises, c'est souvent au détriment des salariés. Et rien ne dit que l'intelligence artificielle profitera au travail humain.

Par Daniel Cohen

La révolution conservatrice de Reagan et Thatcher s'est construite sur une théorie dite du ruissellement selon laquelle il faut laisser les riches s'enrichir pour doper la croissance, les pauvres en profitant davantage qu'avec des subventions payées par l'impôt. Quarante ans plus tard, le constat est sans appel, le ruissellement n'a pas eu lieu. Le *Rapport sur les inégalités mondiales* (1), présenté par Thomas Piketty et ses coauteurs, a donné un formidable éclairage sur le processus qui s'est mis en place. Aux États-Unis, la part du revenu national captée par le 1 % le plus riche a doublé, passant de 10 % à 20 % du total. Ce qui est extraordinaire est ce que cet enrichissement se soit réalisé au détriment presque parfait des 50 % les plus pauvres. La part gagnée par ces derniers est en effet passée de 20 % à 10 % du revenu global, dans une grande permutation avec celle des plus riches! Cela veut dire aussi qu'en 1980 les plus riches gagnaient 25 fois plus que les plus pauvres. Ils gagnent désormais 100 fois plus. Au cours des quarante dernières années, les 50 % les plus pauvres n'ont connu aucune progression de leur pouvoir d'achat. Aucun ruissellement n'a été observé. Pourquoi la révolution conservatrice n'a-t-elle pas tenu ses promesses? Pour le comprendre, il faut revenir au cœur de l'immense transformation qui s'est produite au cours de cette période : celle de la révolution informatique.

Daniel Cohen est directeur du département d'économie de l'École normale supérieure. Dernier livre paru : *« Il faut dire que les temps ont changé... » Chronique (fiévreuse) d'une mutation qui inquiète* (Albin Michel, août 2018), dont ce texte est tiré.

ENDETTEMENT FORCÉ

On ne peut qu'être fasciné par la vitesse à laquelle cette révolution s'est produite. En 1989, Tim Berners-Lee et Robert Cailliau définissent la structure du Word Wide Web. En 1994, Jeff Bezos crée Amazon. En 1997, Deep Blue, l'ordinateur d'IBM, bat le champion du monde des échecs, Gary Kasparov. En 1998, Sergey Brin et Larry Page fondent Google. En 1999, le wifi est initié par la société Interbrand. En 2000, Bill Clinton autorise l'utilisation du GPS à des fins civiles. En 2003, le séquençage complet du génome humain est achevé. En 2005, Jawed Karim met en ligne une vidéo « Moi au zoo » et invente YouTube. En 2006, Jack Dorsey envoie le premier « tweet » avec une technologie qu'il a créée, Twitter. La même année, Facebook, jusque-là réservé aux étudiants, passe en accès libre. En 2007, Steve Jobs présente l'iPhone; en 2010, il récidive avec l'iPad. En 2012, un implant neuronal permet à une personne paralysée d'actionner par la pensée un bras robotisé. En 2018, un implant placé dans le cerveau d'un tétraplégique lui a permis d'actionner par la pensée un exosquelette qui l'aide à marcher (2).

En 2016, le logiciel AlphaGo, mis au point par la société DeepMind, filiale de Google, bat l'un des meilleurs joueurs de go du monde, le Coréen Lee Sedol, puis, un an plus tard, le champion du monde chinois, Ke Jie. Que l'intelligence artificielle batte un jour les meilleurs joueurs était certes prévisible, mais personne ne pensait qu'elle y parviendrait si vite. Et les surprises ne s'arrêtèrent pas là. Un an plus tard, la société DeepMind mettait au point un nouveau logiciel, AlphaGo Zero, qui battait le logiciel précédent, mais, détail incroyable, en ayant appris à jouer tout seul, en s'entraînant contre lui-même.

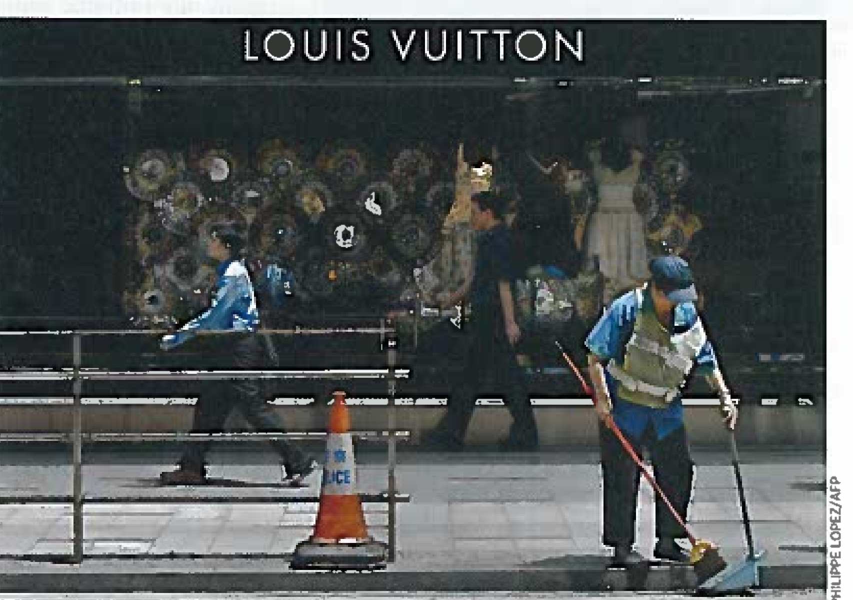
Hélas! le nouveau cycle de croissance promis par la révolution numérique n'a pas tenu ses promesses. Le mouvement de balancier qui s'esquissait a déraillé très vite. Dès le début des années 2000, avant même la crise financière, la croissance marquait le pas. En 2008, avec la faillite de la banque Lehman Brothers, une formidable onde de choc s'est propagée à l'ensemble du monde. Tous les pays ont été frappés à la fois. En 2009, la production industrielle et le commerce mondial chuteront de plus de 20 %. Ce sont des chiffres que même les années 1930 n'avaient pas enregistrés en si peu de temps. La crise mettra ensuite dix ans à être purgée.

La crise financière n'a pas éclaté dans un ciel serein. Elle a été le produit de déséquilibres qui se sont accumulés dès le début de la révolution conservatrice. Lorsque la croissance ne profite qu'à 10 % de la population, il est clair qu'elle est fragile. Les pauvres doivent s'endetter pour tenir leur place dans la société. Aux États-Unis, la bulle immobilière les a encouragés à hypothéquer leurs biens, construisant une pyramide de crédit intenable. C'est cette bulle qui allait éclater avec la crise financière de 2007-2008, brisant prématurément la phase haute du cycle de Kondratiev. Pourquoi la croissance née de l'informatique a-t-elle si peu ruisselé?

Bien avant d'être une révolution technologique, la révolution conservatrice a surtout mis en œuvre une révolution financière. À partir des années 1980, les actionnaires ont repris la main sur la gestion des entreprises, enclenchant une immense remise à plat du capitalisme industriel. Le type d'organisation du travail qui prévalait après guerre, avec sa politique sociale, ses syndicats, a été remis en question. Les primes d'intéressement se sont substituées aux plans de carrière. La norme organisationnelle du nouveau « capitalisme actionnarial » a consisté à réduire l'activité des firmes à la seule tranche qui corresponde à leur savoir-faire, à leur « cœur de métier ». Tout le reste est laissé au marché. L'externalisation des tâches, la sous-traitance, est devenue la règle. Le modèle industriel de la grande firme, intégrant en son sein tous les étages de la société, allait exploser.

Alors que les syndicats poussaient à un modèle égalitariste en matière salariale, le nouveau monde a dissocié les différents segments de la société entre eux. Une étude de Richard Freeman et de ses coauteurs (3) a montré que l'explosion des inégalités américaines s'expliquait entièrement par l'augmentation des inégalités entre firmes, plutôt qu'au sein de celles-ci. Dans une entreprise des années 1950-1960, la cantine, le gardiennage, le nettoyage, la comptabilité étaient assurés par des salariés de l'entreprise. Avec l'externalisation, le recours accru à la sous-traitance, plus aucun de ces services n'est produit en interne. Le prestataire de la firme externalisée ne bénéficie plus du statut et des grilles de rémunération de l'entreprise qui l'emploie. Dans le nouveau régime, on tend vers des entreprises qui rêvent d'être sans employés, un processus que rend possible la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La mondialisation arrivant, élargissant la concurrence, offrant des mains-d'œuvre moins chères, va parachever ce mouvement. Mais, comme la chronologie le montre, c'est bien la réorganisation interne du capitalisme qui a précédé la mondialisation.

> « L'informatique a permis de mener de manière « scientifique » la chasse aux temps morts. »



L'enrichissement des plus riches s'est réalisé au détriment des plus pauvres.
PHILIPPE LOPEZ/AFP

LA FIN DU CAPITALISME INDUSTRIEL

Tout se passe comme si les nouvelles technologies avaient surtout permis aux entreprises de réaliser du *cost cutting*, de la réduction de coûts. Comme l'a montré Philippe Askenazy (4), les premières firmes à faire l'objet d'une réorganisation sont les plus syndiquées, preuve que la cible est bien l'ancien compromis fordiste entre les syndicats et le management. La « productivité informatique » n'augmente dans une entreprise qu'à partir du moment où elle s'est accompagnée d'une remise en cause de l'organisation antérieure du travail. L'informatique a permis de mener « scientifiquement » la chasse aux temps morts. Le cadre qui tape lui-même ses textes, l'employé d'une banque qui accomplit seul les tâches dévolues auparavant à plusieurs, le gardien de nuit d'un hôtel qui prépare la comptabilité du lendemain : autant d'exemples d'un monde « sans temps morts ». Des gains de productivité émergent, mais ils tiennent à un facteur primordial : l'intensification du travail. C'est au cours de cette période que le « culte de la performance », pour reprendre le titre du livre d'Alain Ehrenberg (5), s'est imposé. Pour Philippe Askenazy, c'est un « néo-stakhanovisme » qui a été remis à l'ordre du jour. Un tel modèle de croissance touche nécessairement ses limites. La chasse aux temps morts ne peut être indéfinie. Sous cet angle, il n'est pas étonnant que la révolution informatique n'ait pas ruisselé.

Quid de l'avenir du travail aujourd'hui? Il est loisible de penser que, avec l'IA et le *Big Data*, une bifurcation soit en train de se produire. Les nouvelles technologies sont-elles nécessairement l'ennemi du travail salarié? La nouvelle révolution en cours, celle

••• de l'intelligence artificielle, changera-t-elle la donne? En bien ou en mal? Le débat tourne souvent en rond. Les « pessimistes » se verront toujours opposer leurs erreurs passées, celles des luddites et des canuts lyonnais qui brisaient les machines pour sauver leur travail. Mais il est tout aussi facile de renvoyer les optimistes à leurs propres erreurs. Toutes les digues censées protéger le travail humain ont sauté. La conduite automobile, qui était considérée comme un exercice trop complexe pour être laissée à un robot, est sur le point d'être automatisée. L'empathie, qui est censée être le royaume des humains, n'a pas empêché des robots émotifs de s'occuper des personnes âgées au Japon…

DEUX MONDES POSSIBLES

Comme le rappellent Daron Acemoglu et Pascual Restrepo, rien ne garantit, ni théoriquement ni historiquement, que le processus de numérisation soit *in fine* favorable au travail. Il n'est pas inutile de rappeler que la première moitié du XIXe siècle n'avait pas été particulièrement brillante pour la classe ouvrière. Les historiens de l'économie ont montré qu'une longue période de stagnation des salaires avait accompagné l'industrialisation. Ce phénomène a été décrit comme le *living standards paradox* par Joel Mokyr (6). C'est l'époque où Marx rédige des descriptions apocalyptiques de la vie en usine.

L'échelle de temps pour apprécier ces transformations est évidemment décisive. À quel horizon auront lieu ces mutations? Pour l'instant, la société numérique se présente surtout comme une continuation optimisée de la société industrielle. Elle a été l'instrument d'une réduction généralisée des coûts. L'ubérisation bouleverse l'organisation des entreprises et la condition des employés, mais il s'agit toujours d'un chauffeur qui déplace un client. La numérisation permet aussi de gérer les interdépendances que la société industrielle a produites : les encombrements, la pollution, sans véritablement changer de modèle. Tout le modèle d'Airbnb ou de BlaBlaCar peut se comprendre comme une manière d'économiser, d'optimiser les ressources disponibles, voitures ou logements, lesquelles restent les mêmes qu'auparavant. Le terme de société postindustrielle resterait en fin de compte pertinent s'il ne s'agissait que de réguler plus efficacement les


L'intelligence artificielle utilisée afin de remplacer le travail humain par des robots, pour le meilleur et pour le pire.

JIJI PRESS/AFP PHOTO

externalités de l'ancien monde. Mais quid du nouveau monde, celui de l'intelligence artificielle?

On peut imaginer deux types d'évolution, dont l'une seulement est rassurante. Dans la version pessimiste, les ingénieurs, les « manipulateurs de symboles », inventent des logiciels, des algorithmes… qui font tourner une société numérique toujours plus économe en travail. Dans cette société de stars, grandes et petites, le travail humain deviendrait celui d'une domesticité au service des élites. Les Mark Zuckerberg et les Bill Gates auront toujours besoin de leurs coiffeurs, médecins et avocats, et, en cascade, ceux-ci offriront des emplois de moins en moins payés à leur propre domesticité. Dans ce système, le luxe sera d'échapper aux technologies et de bénéficier d'un service à la personne. Mais plus on s'éloignera du sommet, plus l'emploi sera dévalorisé, et la production de richesses numérisée.

Une autre possibilité est ouverte, dans laquelle l'homme et la machine découvrent des complémentarités nouvelles. L'architecte qui conçoit des maisons qu'il fait visiter virtuellement à ses clients, le professeur qui réinventera ses méthodes d'enseignement, les professions de santé qui sauront assurer un suivi à grande échelle de leurs malades, assistées par des équipements numériques, tout en assurant une présence humaine importante… Ce scénario B ne se produira pas tout seul. Les institutions publiques, l'hôpital et l'école entre autres, doivent pouvoir disposer des moyens de réfléchir par elles-mêmes aux solutions que peut apporter l'intelligence artificielle. Des réseaux coordonnés de soins, liant par exemple l'hôpital et la médecine ambulatoire, doivent pouvoir émerger, et il n'y a aucune raison que l'hôpital public ne puisse en prendre le leadership. On peut de même imaginer une assistance numérique aux élèves en difficulté, pensée par l'Éducation nationale avec le soutien du corps enseignant. Prédire l'avenir n'est pas seulement faire des paris sur des évolutions irrépressibles, c'est se donner les moyens de le façonner. ■

(1) *Rapport sur les inégalités mondiales*, coordonné par Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, éd. du Seuil/World Inequality Lab, 2018.
(2) Grâce à l'équipe du professeur Alim-Louis Benabid à Grenoble.
(3) « It's Where You Work: Increases in Earnings Dispersion Across Establishments and Individuals in the U.S. », Richard Freeman, avec Erling Barth, Alex Bryson, James C. Davis, www.nber.org/papers/w20447, septembre 2014.
(4) *La Croissance moderne. Organisations innovantes du travail*, Philippe Askenazy, éd. Economica, 2002.
(5) *Le Culte de la performance*, Alain Erhenberg, éd. Calmann-Lévy, 1991.
(6) « The Lever of Riches », Joel Mokyr, Oxford University Press, 1992. Lire sur ce point « The Race Between Machine and Man », Daron Acemoglu et Pascual Restrepo, www.nber.org/papers/w22252, mai 2016.

Détruire pour ne plus rien créer

LES GAFA CAMPENT SUR LEUR PACTOLE

Abus de position dominante, investissements en retrait, création d'emplois sous-payés… Les géants d'Internet prospèrent allègrement sur la transgression des anciennes règles du jeu capitalistes.

Le 4 septembre dernier, la capitalisation boursière d'Amazon a dépassé, pour la première fois, les 1000 milliards de dollars. Apple avait franchi ce cap symbolique un mois plus tôt. À elles deux, les multinationales américaines affichent désormais une valeur cumulée proche de celle du PIB de la France. Ces performances traduisent, pour une part, la stratégie gagnante de ces géants technologiques. Mais elles sont aussi la conséquence de phénomènes artificiels générés par ces acteurs eux-mêmes : une immense partie des profits dégagés sont rendus à leurs actionnaires sous forme de dividendes, mais aussi en rachat massif d'actions. Depuis mars 2012, Apple a ainsi rendu 275 milliards de dollars à ses heureux *shareholders* (« actionnaires »), dont 200 milliards sous forme de rachat d'actions, et, au début de cette année, le fabricant de l'iPhone a annoncé une rallonge de 100 milliards, contribuant nettement à la hausse significative du titre au cours des dernières années. Amazon suit aujourd'hui le même chemin, revenant ainsi sur les principes originels de l'entreprise. Lors de

« Leur crainte : être balayés par un nouveau concurrent déstabilisateur. »

l'introduction en Bourse du groupe en 1997, Jeff Bezos, le fondateur, avait en effet mis en garde ses actionnaires : à la différence d'autres géants du web, jamais il ne se plierait aux intérêts à court terme des marchés, préférant se concentrer sur les investissements de


Jeff Bezos, patron d'Amazon.

SAUL LOEB/AFP

long terme et sur la création de valeur. Depuis deux ans, le trublion de Wall Street a fini par répondre aux injonctions de ses actionnaires – dont une partie est constituée par ses propres employés. Le cours de Bourse avant tout! Ces programmes de rachat d'actions se font, notamment, aux dépens des budgets de recherche et de développement, moteurs de l'innovation et des progrès technologiques. Et de la création de valeur sur le long terme.

Les géants d'Internet sont-ils toujours compatibles avec le capitalisme? Google, Amazon, Facebook et Apple – les Gafa – œuvrent-ils encore selon les principes de destruction créatrice édictés en 1939 par Joseph Schumpeter et qu'ils invoquent depuis des années pour expliquer leur place et leur rôle dans l'économie globale et numérisée? Des secteurs économiques entiers disparaissent sous l'action de révolutions technologiques qui donnent ensuite naissance à de nouvelles activités elles-mêmes fortement génératrices de nouveaux emplois. Et de richesse. Google et Facebook ont dynamité l'univers de l'information et de la communication, Amazon a transformé le commerce et Apple les télécommunications. Tous se drapent de leurs habits d'innovateurs disruptifs.

En réalité, ces entreprises sont loin de tenir leurs promesses schumpétériennes. Elles choisissent de rétribuer les actionnaires plutôt que de financer la recherche. Elles abritent des centaines de milliards de dollars dans les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt, plutôt que d'investir. Elles abusent de leur position dominante sur le marché pour éliminer leurs rivaux embarrassants. Elles agissent ainsi comme un frein aux progrès techniques, dont elles sont censées être les gardiennes. Même leur fonction de *job machine* est contestée par les experts de tous bords. La quasi-totalité des appareils d'Apple est fabriquée en Chine dans des usines ultramodernes, par des ouvriers sous-payés. Le rouleau compresseur Amazon, pourfendeur de la grande distribution à l'échelle mondiale, promet de remplacer les manutentionnaires de ses entrepôts et les cohortes de livreurs par des armées de robots et de drones. Facebook et Google sont accusés de ne créer que des *bullshit jobs* – « des boulots à la con » – selon l'expression de l'anthropologue américain David Graeber : des emplois inutiles et insatisfaisants, qui entretiennent les travailleurs dans un état dépressif larvé (*lire l'entretien avec David Graeber sur le site du* Nouveau Magazine littéraire). Entre leurs obligations envers le marché et leur crainte paranoïaque d'être balayés par un nouveau concurrent déstabilisateur, les géants d'Internet se retrouvent pris dans les glaces. Ils sont sortis du jeu capitaliste. Mais, déjà, un nouveau quatuor a pris leur place dans le grand processus de la destruction créatrice : les Natu – Netflix, Airbnb, Tesla et Uber. Pour l'heure, ces entreprises n'en sont encore qu'au stade de la destruction. **Gilles Fontaine**

Gilles Fontaine est rédacteur en chef délégué à *Challenges*.

•••

Entretien avec Alain Minc

« Faire des salariés des actionnaires »

La déliquescence des syndicats ne permet plus de limiter la toute-puissance des marchés financiers. L'opinion et les États doivent s'interposer, sans quoi les inégalités et l'ubérisation deviendront intolérables.

Propos recueillis par Nicolas Domenach

Le capitalisme peut-il encore se réformer?

Alain Minc. – Le capitalisme se réforme de manière générique tout le temps, c'est un système en mouvement. C'est une machine qui fabrique de l'efficacité et de… l'inégalité. À pleine vitesse, il engendre énormément d'efficacité et d'inégalités. Est-ce que la société va tolérer durablement le degré d'inégalités sécrétées par le capitalisme?

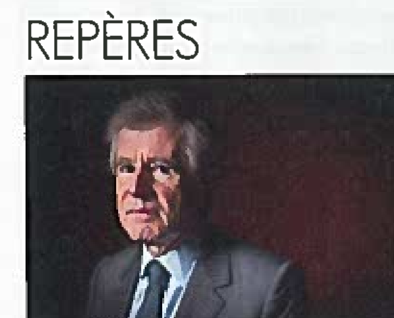
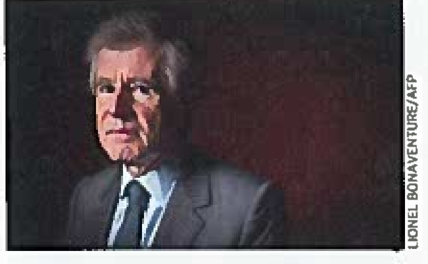
Et la réponse est…

C'est aux États-Unis que le déséquilibre est le plus manifeste. Là-bas, il y a trente ans, 1 % des plus riches absorbait à son profit 8 % du produit intérieur; désormais, c'est entre 20 % et 25 %. Ce n'est pas le cas en Europe où on en était à 8 % et où on en est resté à 8 %. Il n'empêche que l'on voit bien que les tensions s'exacerbent, et non pas particulièrement vers les 1 % mais vers les 0,01 % de supra-riches. À partir de là, le diagnostic est simple.

Il semble pourtant obscur pour beaucoup…

Alors, soyons clair. La rémunération du capital a progressé depuis trente ans aux dépens de la rémunération du travail, parce qu'on est à des taux d'intérêt supérieurs à ceux de l'inflation. Le rééquilibrage au niveau du travail, c'est-à-dire la hausse des salaires, n'est pas possible massivement à cause du poids de la concurrence internationale. Il n'y a qu'une manière de sortir de cette impasse : transformer pour partie les salariés en actionnaires; les faire bénéficier de l'augmentation de la rémunération du capital. La France est déjà l'un des pays où les salariés sont le plus significativement actionnaires de leur entreprise. Mais, si ce sont des cas significatifs, ils sont rarissimes. Il s'agit là d'un enjeu fondamental.

REPÈRES

LIONEL BONAVENTURE/AFP

↗ **1949.** Naissance à Paris.

↗ **1975.** Diplômé de l'ENA.

↗ **1994-2008.** Président du conseil de surveillance du groupe Le Monde.

↗ **2011.** Président d'AM Conseil et de la société d'autoroute Sanef.

↗ **2015.** Publie *Un Français de tant de souches* chez Grasset.

Un enjeu qui n'est guère pris en compte…

La déliquescence des syndicats est, pour partie, une explication du triomphe absolu du capital sur le travail. Ce n'est pas la pression syndicale qui va imposer l'actionnariat salarié. Cette réforme salutaire ne peut venir que d'un choix politique. Il y a des pas en avant dans la loi Pacte mais qui, à mon avis, ne vont pas assez loin.

Dans les petites entreprises, les patrons sont réticents. Ils ne veulent pas donner des actions parce qu'ils ne veulent pas perdre une miette de leur pouvoir. Mais ces réticences sont solubles; on peut très bien créer dans ces PMI des actions sans droit de vote.

Il ne faut pas en rester à la participation et à l'intéressement, qui sont une quote-part du résultat, du bénéfice net. C'est une espèce d'adjuvant des salaires. Là, il s'agit de la participation au capital : une partie de la propriété dont la traduction en termes de revenus se trouve dans les dividendes.

Qu'est-ce qui est supportable par la société dans les inégalités? Jusqu'où l'écart salarial est-il acceptable?

Personne ne sait. L'écart de rémunération s'est accru dans des proportions considérables en Europe continentale, et, aux États-Unis, c'est délirant. Ce qui me frappe, c'est qu'il n'y a pas de vraie pression mise par les syndicats sur ce sujet. La situation américaine, telle qu'elle est, justifierait une résurgence de la lutte des classes aux États-Unis. Il n'y en aura pas parce que les syndicats américains sont devenus extrêmement faibles. Il n'y a pas de révolte.

Quel est votre jugement sur le Medef et son rôle dans la société?

Je me suis fixé trois choses : ne jamais aller au dîner du Crif; ne jamais franchir la porte du Medef; ne jamais aller à Davos. Quand on respecte le capitalisme, il ne faut pas aller à Davos au risque d'en sortir dégoûté. Le Medef est resté dans la logique de ses intérêts, mais de façon passive. Le duo Seillière-Kessler était à la fois un tandem de combat et producteur d'idées. Sur la crise et les remèdes à apporter, le Medef devrait fournir des idées. On les attend toujours… Le Medef souffre d'une faiblesse intrinsèque : les très grandes entreprises s'en foutent, et les entreprises mondialisées ont leurs propres organismes de représentation.

Quand les coursiers auto-entrepreneurs pourront manifester le 1er Mai pour la reconquête de leur protection sociale…

SEBASTIEN SALOM GOMIS/SIPA

Les très grandes entreprises ne se moquent-elles pas aussi du pouvoir politique?

Oui, sauf quand il y a une crise. En 2008, même un patron aussi cosmopolite et indifférent au pouvoir politique que Carlos Ghosn a apprécié que l'État vienne en aide à la trésorerie de Renault. Quand ça va mal, les entreprises retrouvent leur nationalité d'origine.

Peut-on encore arriver à contrôler les Gafa?

Les Gafa, et en particulier Google, posent des problèmes aux pouvoirs politiques du monde entier qui n'ont jamais été soulevés. 1) L'évasion fiscale, parce que la capacité de délocaliser les impôts est beaucoup plus grande dans le cas d'entreprises qui gèrent des biens immatériels. 2) L'abus de situation dominante. Et le seul organisme qui essaie d'y résister est la Commission de Bruxelles sous la férule de la commissaire à la concurrence Margrethe Vestager. 3) L'atteinte à la liberté d'informer. C'est une question vitale si on veut maintenir en vie une presse de qualité. 4) L'atteinte aux libertés publiques, à l'*habeas corpus*, pour tout ce qui touche à la protection des données personnelles.

> « La rémunération du capital a progressé depuis trente ans aux dépens de la rémunération du travail. »

L'Europe en est consciente. Cependant, il ne se passera rien à l'échelle mondiale aussi longtemps que les États-Unis ne seront pas sur la même ligne que l'Europe. Mais l'opinion publique bouge aux États-Unis. Et Donald Trump déteste ces boîtes-là, qui lui sont hostiles. Il peut, par une espèce de ruse de l'histoire, être le vecteur involontaire d'une régulation. Il faut reconnaître toutefois que l'Europe a fait deux choses formidables. D'une part, les sanctions à l'égard de Google prises par Mme Vestager et, d'autre part, le règlement général sur les données personnelles qui donne enfin aux pouvoirs publics des moyens de rétorsion.

L'Europe est-elle capable de faire un jour payer des impôts aux Gafa?

Je pense qu'il y aura une réponse qui viendra aussi de l'Amérique. Les États sont tellement impécunieux qu'il faut bien qu'ils aillent chercher de l'argent là où il est.

●●●

Entretien avec François Lenglet

« LA PROCHAINE CRISE SERA PLUS GRAVE »

Si ni les États ni les entreprises ne réagissent face à un capitalisme financier devenu fou, qui le fera ?


SHAN HE/IMAGINECHINA/AFP

Des investisseurs chinois examinent les cours des actions dans une maison de courtage, à l'est du pays.

La prochaine crise qui semble se dessiner peut-elle être fatale ?

François Lenglet. – La prochaine crise sera vraisemblablement plus grave que celle de 2008, parce que, en 2008, on a traité un excès d'endettement par un surcroît d'endettement. On a donc traité le mal par plus de mal. Or les mêmes causes produisent les mêmes effets... Ce qui nous attend – même si personne ne peut en prévoir la date avec certitude : la dépréciation de la valeur des actifs, actions, immobilier, obligations, dont la valeur a été gonflée par la création de monnaie par les banques centrales après la dernière crise. Pour éviter l'effondrement, nous avons encore rehaussé l'édifice branlant du crédit généralisé et mondialisé. Il est probable que cela ne dure pas.

Les États ont-ils encore les moyens, et la volonté, de réguler un capitalisme financier devenu fou ? Et peuvent-ils contrôler les Gafa ?

Les États ont tous les moyens de réguler le capitalisme. Le problème, c'est que les limites qu'ils posent ne font que déplacer la folie spéculative. Si l'on réglemente les banques – ce qu'on a fait après 2008 –, la finance se déplace dans le *shadow banking*, le système financier parallèle. Le déterminant principal de la crise financière, c'est la psychologie des foules, c'est-à-dire les comportements moutonniers des investisseurs, qui perdureront autant que le désir de s'enrichir, c'est-à-dire... longtemps. Il est vain d'espérer un monde sans crise ; il est illusoire de penser que l'État et la puissance publique sont une solution à la crise financière. Il faut bien sûr réguler, mais ce n'est pas une protection absolue. La vigilance doit être permanente.

Le patronat et les politiques ont-ils conscience des enjeux ou se contentent-ils de faire du populisme patronal pour les uns, politique pour les autres ?

Les patrons des entreprises cotées en Bourse sont souvent contraints de respecter les règles du jeu du système actuel : celui qui ignorerait délibérément ses actionnaires se condamnerait. Ce qui conduit parfois l'entreprise à des pratiques contestables, comme les rachats de ses propres actions, la privant des moyens d'investir. Quant aux dirigeants politiques, ils n'ont pas toujours une bonne connaissance des mécanismes de la finance et de la bourse, faute d'avoir travaillé en entreprise. Ce qui les conduit souvent aux « y a qu'à ». Les populistes sont les plus enclins à ces raccourcis, d'autant plus séduisants que les partis traditionnels, de gauche comme de droite, n'ont pas vu venir la dernière grande crise.

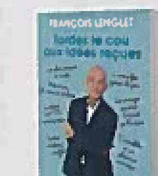
Y a-t-il contradiction radicale entre le capitalisme et l'écologie ou, à l'inverse, le capitalisme peut-il sauver la nature après l'avoir pillée ?

Par définition, le capitalisme est prédateur, il utilise les ressources naturelles pour augmenter la production et la richesse – celle des actionnaires, des salariés ou des consommateurs. Il y a donc une contradiction fondamentale entre la croissance et l'écologie. Mais elle peut être dépassée de plusieurs façons. D'abord, par la mise en place de règles, qui limitent l'utilisation des ressources. Ensuite, par le mécanisme qui fait grimper le prix d'un bien en fonction de sa rareté. Les ressources rares doivent être facturées plus cher, pour dissuader de leur utilisation. Et l'augmentation du prix, dans une économie de marché, déclenche la recherche d'innovations pour substituer à l'ancien mode de production un nouveau, plus économe en ressources. Cette spirale vertueuse ne peut se développer que grâce à l'interaction entre la main invisible, celle du marché, et la main bien visible du régulateur.

Propos recueillis par Nicolas Domenach

François Lenglet est journaliste spécialiste d'économie et éditorialiste à RTL et TFI.

À LIRE



TORDEZ LE COU AUX IDÉES REÇUES,
François Lenglet,
éd. Stock,
252 p., 19,50 €.

••• **Le capitalisme est-il une machine devenue folle et qui va continuer d'appauvrir les ressources naturelles ?**

Les écologistes n'ont pas osé dire que leur approche signifiait des millions de chômeurs car elle implique de choisir la protection de la nature plutôt que la protection des hommes. Comme c'est indicible, inenvisageable, on est obligé de vivre avec une cote mal taillée. D'autant plus que l'écologie exige une régulation mondiale. Un « petit » pays comme la France ne peut pas prendre des mesures discriminantes pour l'activité économique sans s'engager dans une impasse. Ce n'est pas par respect du multilatéralisme que la Chine a signé la COP21, c'est parce que ça ne lui coûtait rien ; sous la pression de son opinion publique, le pouvoir chinois est obligé de prendre de telles mesures. C'est donc la somme des pressions des opinions publiques qui peut rendre possible un engagement international.

Votre optimisme laisse croire que nous pourrions arriver à cette régulation...

La régulation écologique mondiale n'est que la somme des égoïsmes nationaux. Il y a quatre blocs : les États-Unis, la Chine, l'Inde et l'Europe. La Chine est dans une politique de protection de la nature parce qu'à Pékin on ne peut plus respirer, c'est tout. Ce que nous ne comprenons pas, c'est qu'en Chine il n'y a pas de démocratie, mais il y a une opinion publique. C'est la grande différence entre la Chine d'aujourd'hui et le soviétisme. Aux États-Unis, nombre d'États et nombre de villes sont des puissances économiques plus grandes que la plupart des pays européens, et ils vont dans le sens de l'écologie. L'Europe est quand même très en avance malgré des contradictions internes. L'Inde en est là où en était la Chine il y a trente ans : une population qui augmente, un besoin de croissance économique.

> « Le système fiscal français était une machine à éloigner le capital de la France. »

Et les premiers de cordée assimilés dans l'opinion à la thèse du ruissellement, cela vous semble pertinent ?

On ne peut pas gérer une économie capitaliste ouverte sans avoir le même système fiscal que les autres. Le système fiscal français était devenu une machine à éloigner le capital de la France. Plus le capital vient s'investir, plus on fabrique de la croissance économique. Le ruissellement, c'est nous mettre en condition de capter autant que les autres la croissance mondiale.

On a le sentiment qu'il n'y a plus de grands patrons...

C'est faux. La France est le seul pays européen à avoir « fait » des entrepreneurs de niveau mondial. Il n'y a pas, en Allemagne ni en Angleterre, d'équivalents à François Pinault, Bernard Arnault, Vincent Bolloré, etc. Aux États-Unis, il y en a dans les Gafa, les nouvelles technologies. Il y a une différence de nature entre entrepreneur et manageur. Pour ce qui est des manageurs, la part des Français dans les dirigeants de rang mondial, en dehors de la France, est supérieure à la place de la France dans l'économie globale. Les entrepreneurs ne sont pas nécessairement des gens passés par des machines à former des élites. Les manageurs, oui. Le système français, c'est une université moyenne, mais des filières d'élites au plus haut niveau mondial. C'est pour cette raison que nombre d'entreprises américaines, britanniques et autres sont dirigées par des Français.

Comment aborder la suppression d'emplois en raison de la robotisation ?

Des emplois disparaissent et d'autres emplois apparaissent. En revanche, la mécanique économique qui est la nôtre fait que le marché du travail se segmente entre des emplois très qualifiés, très bien rémunérés, et des emplois d'exécution peu qualifiés et peu rémunérés. De ce point de vue, la révolution technologique ne met pas fin à l'emploi ; elle met fin au grand mythe unitaire de la classe moyenne. La révolution technologique accompagne une polarisation dont le degré d'inégalités est la traduction. Une société de start-upers ou d'éboueurs ne fonctionne pas comme une société des années 1950 où un compromis était passé entre deux classes sociales, le patronat et la classe ouvrière. Les nouveaux emplois liés aux nouvelles technologies – l'ubérisation – vont de pair avec un abaissement hallucinant des droits sociaux de ces nouveaux salariés. Puisqu'ils ne sont pas syndiqués pour imposer à leurs employeurs des conditions de décence, c'est à la puissance publique d'intervenir. On revient à l'époque où Bismarck mettait en place, par décision autoritaire, les premières lois sociales. C'est à l'État de faire voter des lois pour protéger les salariés ubérisés.

Vous croyez encore à la possibilité de croissance infinie ?

Je crois que la croissance est continue. Le vrai critère d'enrichissement n'est pas le taux de croissance en soi, mais le taux de croissance par habitant. Quand l'Allemagne, dont la population baisse, a une croissance de 1,5 %, ça fait une croissance équivalente à la croissance américaine dont la population augmente. Là où il y a une anomalie française, un handicap à court terme et une formidable chance à long terme, c'est que, pour l'instant, la France est le seul pays à avoir une croissance démographique de longue période. Chez nous, quand le produit national a une croissance de 1,5 %, la richesse individuelle n'augmente pas. Et c'est ce qui explique beaucoup du pessimisme ambiant. Les gens n'ont pas le sentiment d'améliorer leurs conditions parce qu'ils sont de plus en plus nombreux à partager un gâteau qui ne croît pas plus qu'ailleurs.

On a eu l'impression d'une parenthèse enchantée avec l'élection de Macron, mais le pessimisme est de retour...

Les Français sont plus pessimistes sur la France que les Afghans sur l'Afghanistan. Mais ils sont optimistes à titre individuel pour eux-mêmes. La France ? Un pays à optimisme individuel qui fabrique un pessimisme collectif ! Et, pour se rassurer, il suffit d'interroger les étrangers : ils échangeraient volontiers leurs dirigeants contre Macron. ■

Christophe Guilluy

UN DIAGNOSTIC PLUS QUE MOYEN

Dans un essai très approximatif et un brin complotiste, l'auteur de *La France périphérique* dénonce « le massacre » des classes moyennes en Occident.

Sacrée Maggie! On croyait tout savoir de ses turpitudes. On pensait tout connaître de son action néfaste à la tête du gouvernement britannique jusqu'à ce que ses amis conservateurs l'expulsent du 10 Downing Street en 1990, après onze ans de bons et loyaux services. Certains esprits perspicaces avaient même su mesurer après coup son rôle majeur dans la redéfinition du modèle néolibéral sur les ruines de l'État-providence. Mais tout cela n'était en fait que de la petite bière. Grâce soit rendue à Christophe Guilluy! Désormais, avec lui, la vérité éclate sous nos yeux ébahis. Le vrai projet de la Dame de Fer, repris par « l'ensemble des classes dirigeantes occidentales », n'est plus un rêve d'idéologue. Les dés ont fini de rouler. « *There is no society.* » « Ce secret dissimulé depuis des décennies », il fallait bien en effet qu'un jour quelqu'un osât le dévoiler. L'étonnant dans l'affaire est que personne jusqu'à présent n'ait eu l'audace de dire tout haut qu'il s'agissait là du « plus grand plan social de l'histoire » et que celui-ci passait par la liquidation pure et simple du cœur battant de nos sociétés démocratiques : la classe moyenne, celle qu'en d'autres temps on appelait aussi « la classe mitoyenne » comme pour mieux souligner son rôle intermédiaire et stabilisateur.

Selon les comptes de l'auteur, 50 % à 70 % de la population sont aujourd'hui dispersés dans la nature, façon puzzle. À partir de là, on comprend aisément qu'un tel bouleversement mette nos sociétés cul par-dessus tête et rende, paraît-il, « morts de trouille » ceux qui sont chargés de les diriger. Mais, pour pouvoir discuter cette thèse d'une radicalité sans pareille, encore faudrait-il savoir de quoi l'on parle. Or c'est là où le bât blesse et où l'auteur, pour le dire sans détour, confond sociologie et art de la prestidigitation.

Grève des mineurs anglais, 1984-1985. Pour Guilluy, le thatchérisme a trouvé des épigones en France.

HALEY/SIPA

« CLASSE MOYENNE », UN CONCEPT BROUILLÉ À L'ENVI

Le concept de « classe moyenne » est « flou », reconnaît-il d'emblée, ce qui est quand même ennuyeux quand on lui accorde une telle importance dans la démonstration. On aurait pu s'attendre à ce qu'il le précise. Or il le brouille à l'envi. La classe moyenne, écrit-il, a « disparu ». Rien de moins! Quelques pages plus loin, la voilà pourtant qui, ô surprise! réapparaît au pluriel, avec d'un côté « la classe moyenne traditionnelle » et de l'autre « la nouvelle classe moyenne », l'une gentille, l'autre méchante, cela va sans dire. Pour compliquer le tout, un peu plus loin encore, c'est le rôle de « la bourgeoisie » et de son « égoïsme foncier » qui est pointé du doigt; on croit comprendre que celle-ci est à la fois un bloc et un conglomérat dans lequel il convient d'intégrer une fraction... de la classe moyenne prétendument liquidée. Au terme de ce grand jeu de Meccano où entrent en scène, dans le plus grand désordre conceptuel, « le peuple », « le môle populaire », « des couches dominantes », « une France périphérique » et « des oligarchies », Christophe Guilluy finit par opposer, ce qui est évidemment plus simple, la France d'en haut et la France d'en bas, avec rien au milieu. C'est là que l'on apprend que la France d'en haut (celle des épigones de Thatcher, croit-on deviner) est dotée d'un pouvoir absolument hors norme. C'est elle qui, on l'a vu, a organisé « le massacre » de la classe moyenne (au singulier, cette fois-ci). C'est elle qui du même coup fait en sorte que la lutte des classes est désormais « révolue » *(sic)*, comme s'il était possible de l'éteindre, comme d'autres la lumière, en sortant de la pièce. C'est elle enfin qui ruine, paraît-il, tout espoir crédible de « révolution » (allez savoir pourquoi), alors que les classes populaires, depuis quelques années, installent leur *soft power* (allez comprendre comment). *No society, no future?*

En tout cas, il y a du complot dans l'air! Ou, s'il n'y en a pas, il faut croire pour le moins, avec Christophe Guilluy, que des forces sociales et culturelles d'une intelligence rare et perverse se sont liguées depuis quarante ans pour subvertir des sociétés qui jusque-là se portaient comme un charme. Avant, en France notamment, les dirigeants dirigeaient, les paysans labouraient, les boutiquiers boutiquaient et les ouvriers sifflotaient à la chaîne. Bref, c'était papa dans maman. Rien que du bonheur! Aujourd'hui, cela n'est plus, sans que le géographe, dont c'était pourtant l'objectif, ne dise autrement que par un raisonnement mécanique et sommaire quelles forces et surtout quels intérêts réels étaient à l'œuvre dans ce grand basculement, qui vient de loin parce qu'il reste d'abord celui de la modernité. Pour comprendre, rien de mieux sans doute que de lire ou de relire ces grands auteurs – Michéa, Gauchet, Goodhart, Vance ou même Debray... – qui ne sont pas des catacombes et auxquels l'auteur se réfère à foison dans les notes de son livre. Les clés du prétendu « secret », elles sont là, sur la table, depuis longtemps déjà. On peut les discuter parce qu'elles sont sérieuses et argumentées, à l'inverse d'un livre bâclé qui présente tous les défauts nécessaires pour être salué comme il se doit par la société médiatique. **François Bazin**

> **« Il y a du complot dans l'air! »**

À LIRE

NO SOCIETY. LA FIN DE LA CLASSE MOYENNE OCCIDENTALE, Christophe Guilluy, *éd. Flammarion, 240 p., 18 €.*

Entre déni et mélancolie

Se ressaisir ou disparaître

Seule la Chine semble avoir pris la pleine mesure des défis auxquels le genre humain est confronté, tandis que l'Occident paraît avoir jeté l'éponge et ne cherche pas à repenser son modèle de développement.

Par Paul Jorion

Sur toutes les questions, et tout particulièrement celles qui portent sur de grands phénomènes de société tels qu'un effondrement éventuel de l'Occident, l'anthropologue s'efforce d'abord de prendre de l'altitude : y a-t-il une réponse dans la nature humaine, sachant que celle-ci n'a pas cessé d'évoluer, une composante culturelle étant venue s'ajouter au donné purement biologique. Nature et culture humaines constituent une combinaison indécomposable depuis l'invention du langage, et surtout celle de l'écriture, qui a offert à la culture son « grenier à grain ».

Partons du biologique. L'homme est aux yeux des biologistes une espèce sociale, colonisatrice et opportuniste. Une espèce « colonisatrice » envahit son environnement jusqu'à atteindre les limites de ce qu'on appelle la capacité de charge d'une espèce par rapport à celui-ci. Elle doit alors se trouver un nouvel environnement. Le genre humain a commencé par envahir la partie hospitalière de la Terre, ensuite sa partie inhospitalière, ce qui l'a obligé à résoudre par l'outil et la machine des problèmes de chauffage et de stockage d'aliments. Aujourd'hui, la Terre est entièrement habitée, et si nous cherchons de nouveaux habitats, il nous faut penser à d'autres planètes de notre système solaire ou à des exoplanètes dans d'autres systèmes stellaires.

ESPÈCE OPPORTUNISTE

Le genre humain est aussi une espèce sociale. Thomas Hobbes au XVIIe siècle et Jean-Jacques Rousseau au XVIIIe nous ont familiarisés avec l'idée du contrat social : animaux solitaires au départ, nous nous sommes un jour réunis et avons décidé de sacrifier une part de notre liberté pour assurer notre sécurité tous ensemble. Il s'agit d'un mythe bien entendu, Aristote bien avant eux disait déjà de l'homme : *zoon politikon*, un animal qui vit en société.

Le genre humain est aussi « opportuniste », au sens que les biologistes attribuent à cet adjectif, c'est-à-dire capable de changer de stratégie devant un obstacle apparemment insurmontable. La première grande observation se situe là :

Anthropologue de formation, **Paul Jorion** a eu une seconde carrière dans la finance. Analyste avisé du secteur, il a anticipé la crise des subprimes de 2007. Il vient de publier *Défense et illustration du genre humain* (Fayard).

••• grâce à notre nature sociale, fondée sur l'entraide, et opportuniste, sur l'inventivité, nous pouvons compenser au moins partiellement les conséquences de notre comportement colonisateur. Ainsi, nous pouvons tenter d'augmenter la capacité de charge de notre environnement en le restaurant au fur et à mesure que nous le détruisons et en augmentant notre capacité à vivre nombreux, en améliorant par exemple nos techniques agricoles ou en découvrant et en domptant de nouvelles sources d'énergie. Ou, sur un mode plus sombre, nous pourrions nous adapter à un environnement de plus en plus dégradé en nous modifiant génétiquement. Et si nous sommes prêts à abandonner notre lieu de naissance, nous pouvons mettre au point les techniques qui nous permettront de coloniser d'autres environnements : améliorer nos vaisseaux et nos stations spatiales, nous établir sur d'autres mondes. Nous pouvons aussi nous « augmenter » en tant qu'humains en nous transformant génétiquement ou en nous « cyborgisant » : en faisant de nous, à l'aide de prothèses futuristes, un mixte de biologique et de technologique et en maîtrisant aussi le vieillissement pour que nous vivions les mille ans qui nous permettront d'explorer d'autres systèmes stellaires.

Une course est donc engagée entre la destruction de notre environnement et sa restauration accompagnée d'une conquête des étoiles comme son complément. S'oppose malheureusement à cette lutte contre l'extinction le capitalisme occidental, lequel n'est pas axé sur la survie de l'espèce et l'amélioration de son sort mais sur l'accumulation du profit individuel. Et ce alors que nos règles comptables n'intègrent pas la destruction du monde autour de nous et que notre système financier gaspille dans sa facette spéculative la moitié des ressources à sa disposition et constitue un facteur de risque systémique, c'est-à-dire d'effondrement.

« Les intellectuels ont abandonné tout projet d'une amélioration du sort commun. »


Asphyxiée, la Chine a pris la mesure du défi environnemental.

CHENG QIANG/IMAGINECHINA/AFP

Le capitalisme force à la croissance en obligeant à rémunérer en intérêts, coupons ou dividendes les ressources manquant là où elles sont nécessaires et qui doivent donc être empruntées. Cela conduit à une concentration de la richesse telle qu'aujourd'hui huit personnes possèdent autant qu'une moitié de l'humanité. Le travail humain est par ailleurs de moins en moins nécessaire en raison du progrès technologique. La richesse créée par le logiciel ou le robot va à son propriétaire, le travailleur remplacé n'en bénéficie pas et les disparités sociales en sortent encore accrues. Le refus des gouvernements occidentaux de mettre à plat la question de la disparition du travail exacerbe chaque jour davantage la rivalité entre populations domestiques et immigrées, créant des tensions puis des fractures (les « banlieues », le terrorisme). Ce vide alimente un populisme pareil à l'infection envahissant une plaie négligée.

UN RISQUE EXISTENTIEL

Seule la Chine semble avoir pris la pleine mesure des défis auxquels le genre humain est confronté. L'Occident de son côté paraît avoir jeté l'éponge, refusant d'affronter le marasme où il est plongé. L'Europe se délite, faute d'avoir dépassé dans son intégration la simple union commerciale guidée par la recherche du profit. Pis encore, les populations occidentales ont baissé les bras : les « intellectuels » sur lesquels comptaient nos sociétés pour alimenter de grandes visions d'avenir ont abandonné tout projet d'une amélioration du sort commun. Ils se contentent de produire des discours mélancoliques, témoignages du fait que l'Occident a, en réalité, déjà fait le deuil du genre humain.

La confrontation entre un Orient en ascension et un Occident en déclin constitue en soi une poudrière, et le risque existentiel de la disparition éventuelle du genre humain dans une guerre nucléaire/biologique/chimique vient s'ajouter au défi extraordinaire que constitue en soi pour lui le dépassement de la capacité de charge de son environnement. Sans un ressaisissement rapide de l'Occident, il dépendra bientôt entièrement du bon vouloir de la Chine de l'associer ou non à sa tentative à elle d'assurer la survie de l'espèce. ■

Trois questions à Claude Meyer

« LE XXIe SIÈCLE SERA CELUI DE LA CHINE »

Pour cet expert de l'Asie, face à la montée en puissance chinoise, l'Occident ne peut plus considérer ses normes comme universelles.

On parle encore, à propos de la Chine, de « rattrapage ». Or, selon vous, c'est de tout autre chose qu'il s'agit…

Claude Meyer. – Ce à quoi on assiste, c'est au basculement historique du centre de gravité de l'économie mondiale vers la Chine. Sa renaissance, après plus d'un siècle et demi de déclin, de guerres et d'instabilité politique, va lui permettre de retrouver la première place qu'elle occupait jusqu'au début du XIXe siècle. En 1990, son PIB représentait à peine 7 % de celui des États-Unis, il atteint aujourd'hui plus de 60 % et devrait le dépasser dans la période 2025-2030. Le XIXe siècle a été celui de l'Europe, le XXe de l'Amérique, le XXIe sera celui de la Chine. Il existe pourtant un aspect pour lequel le terme de « rattrapage » se justifie : la Chine détrônera les États-Unis par son PIB, mais le niveau de vie de sa population restera très inférieur à celui des pays développés. À l'horizon 2050, son revenu par habitant ne représentera encore que la moitié des revenus moyens américains. Pour combler cet écart, Pékin ambitionne de transformer la Chine en une puissance technologique. Cette stratégie volontariste se traduit par le plan « Made in China 2025 ». Il vise à en faire une « superpuissance manufacturière » par la « fabrication intelligente » dans dix secteurs pour lesquels la Chine entend devenir leader mondial. Cela implique un vaste transfert de technologie. Les dirigeants européens et américains devront se montrer ouverts et… vigilants.


Le président chinois Xi Jinping avec la chancelière allemande, Angela Merkel, en 2017.

OMER MESSINGER/NURPHOTO/AFP

La Chine endurera-t-elle d'inévitables troubles politiques, du fait du conflit entre son libéralisme économique et le rôle central du Parti communiste ?

On évoque en effet deux scénarios opposés : la démocratisation et l'effondrement. Pour les tenants de la théorie de la transition, qui postule que l'élévation du niveau de vie entraîne obligatoirement un processus de démocratisation, celle-ci serait inéluctable. Pour d'autres, le durcissement du pouvoir face aux difficultés intérieures de tous ordres ferait basculer le pays dans des convulsions précédant un effondrement du régime. Ces deux hypothèses sont hasardeuses. Reste celle du statu quo, de la consolidation du régime tel que l'incarne le président Xi Jinping depuis 2013. C'est le scénario le plus probable pour la prochaine décennie. Quant à la société chinoise, elle semble partagée entre résignation face à certains abus et engouement pour un « empereur rouge » portant haut la puissance et le rayonnement international du pays. Le régime paraît, de ce fait, plus solide que jamais. À plus long terme, les dirigeants chinois pourraient s'inspirer du « modèle de Singapour », alliant dans la pure tradition confucéenne bonne gouvernance et régime autoritaire.

Plus qu'une nation, la Chine, dites-vous, est une « civilisation ». Quelles sont les conséquences sur la nature des relations que nous pouvons entretenir avec elle ?

Le défi chinois n'est pas qu'économique et géopolitique ; il est aussi idéologique et culturel. Malgré sa conversion sélective au capitalisme, la Chine réalise pleinement, y compris dans ses aspects les plus répressifs, l'idéal marxiste-léniniste d'un parti-État contrôlant la totalité des institutions du pays. C'est un défi de taille pour un Occident fondé sur les valeurs démocratiques, le respect des droits de l'homme et l'État de droit. Mais le défi civilisationnel est tout aussi aigu. Même à supposer que le régime chinois soit profondément réformé, cela se fera dans le cadre d'une civilisation très différente de la nôtre sur les plans philosophique, éthique et politique. Ainsi, les concepts d'universel et de transcendance, du statut de l'individu, des rapports entre autorité, liberté et égalité, n'ont, en Chine, ni la centralité ni le même sens que chez nous. Le défi auquel un Occident en crise se voit confronté est donc aussi un conflit possible entre des univers culturels se réclamant de deux civilisations millénaires éminentes. Un dialogue peut s'instaurer sous la double exigence de la reconnaissance réciproque des valeurs spécifiques de l'autre et de la quête de ce qui leur est commun. Mais l'Occident doit accepter, pour ce faire, un certain « décentrement », car il a été tenté dans l'histoire d'ériger sa culture particulière, son double héritage grec et chrétien revisité par les Lumières, en norme universelle. Cette attitude ne tient plus.

Propos recueillis par Patrice Bollon

Ancien banquier international et universitaire spécialiste de l'Asie, **Claude Meyer** enseigne l'économie et les relations internationales à Sciences po. Il est l'auteur de plusieurs livres sur le Japon et la Chine. Dernier ouvrage paru : *L'Occident face à la renaissance de la Chine* (Odile Jacob, juin 2018).

•••

2008-2018, le séisme et ses répliques

L'Occident peut-il s'effondrer ?

Explosion des inégalités, spectre d'une « stagnation séculaire » des économies « développées », retour des frontières et rejet du politique... Nos sociétés ne parviennent pas à surmonter la crise de 2008. Au point que surgit l'idée, issue de l'écologie, de leur possible « effondrement », si l'on ne change rien.

Par Patrice Bollon

Le 15 septembre 2008, il y a exactement dix ans, la nova capitaliste occidentale a été bien près d'imploser, déstabilisant toutes les autres planètes économiques alentour. En refusant de sauver la banque d'affaires new-yorkaise Lehman Brothers – son passif se montait à quelque 600 milliards de dollars, près du quart du produit intérieur brut (PIB) français, et son renflouement en aurait appelé un chapelet d'autres –, les autorités américaines ont donné, ce jour-là, le coup d'envoi à l'un des plus grands krachs boursiers jamais vus, entraînant une perte de capitalisation des places financières mondiales de 40 % à 50 % de leur valeur. Comme le dira plus tard sir Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, ce fut « la crise financière la plus sérieuse depuis au moins les années 1930, sinon depuis toujours », qu'ait connue ce système.

Il en résulta ce que les Anglo-Saxons ont appelé – le vocable n'a bizarrement jamais pris en France – « la grande récession », pour à la fois la rapprocher et la différencier de la grande dépression d'après 1929, celle en laquelle on a pu voir une des causes de la montée du nazisme et du conflit mondial qui s'ensuivit. Mais ce n'est pas ainsi, heureusement, que l'histoire, cette fois-ci, a tourné. Après moult convulsions, le système s'est ressaisi. Il est même « reparti ». Wall Street, la Bourse américaine, après avoir été plus bas que terre, a crevé, l'année dernière, tous les plafonds,

> **« Les États-Unis ont sauvé la mise des principaux acteurs financiers. »**

bien que ce ne soit pas le cas de toutes les Bourses occidentales et que le mouvement patine sérieusement depuis six mois. Quoi qu'il en soit, il est indéniable que les pays occidentaux vont, en apparence du moins, mieux.

La raison de ce redressement est simple : c'est l'action des banques centrales, portée par des États-Unis « libéraux » dont il faut remarquer une fois de plus le pragmatisme, qui a changé la donne. En rachetant les créances « pourries » qui obstruaient le système financier, en les « gelant » dans leurs bilans et en les convertissant en de l'argent sonnant et trébuchant réinjecté dans l'économie, les États-Unis ont sauvé la mise des principaux acteurs financiers. Toutes les banques centrales, après parfois de longues tergiversations, notamment en Europe, s'y sont mises, et le système a recommencé à fonctionner. Mais à quel(s) prix?

ORGIE DE CRÉDITS

Si, pour certains, 2008 est une histoire ancienne, ce n'est vraiment pas ce que suggèrent les chiffres. L'action de ces banques centrales a résolu un certain nombre de problèmes… pour en créer d'autres. C'est la stratégie des « vases communicants »: on a transféré les déséquilibres d'un secteur à un autre, ce qui non seulement ne les a pas fait disparaître mais en a engendré de nouveaux. Alors que, après les récessions précédentes, le retard de croissance avait été très vite rattrapé, ce ne fut pas le cas avec celle-ci. Partout, la grande récession de 2008 a laissé des traces. La France n'a ainsi retrouvé son niveau de PIB d'avant 2008 qu'il y a quatre ans, et son revenu par habitant reste inférieur, une fois déduite l'inflation, à ce qu'il était alors. Le Japon se débat dans la déflation. L'Italie stagne. Même les États-Unis, qui connaissent une embellie, sont sur une trajectoire de croissance très en deçà de celle d'avant 2008. Au point qu'on a vu apparaître, porté par certains économistes libéraux, le thème de la « stagnation séculaire », l'idée que nos économies dites « développées » ne se développeraient plus, que, au mieux, elles conserveraient leurs positions. La seule exception semble l'Allemagne, mais les menaces s'accumulent sur sa « bonne santé ». Elle connaît une crise politique, le parti anti-immigration AfD a le vent en poupe, son industrie automobile est menacée par le moteur électrique qu'elle n'a pas su anticiper, etc.

Il est évidemment aventureux de ranger tous les pays occidentaux dans un même sac. Chacun a sa dimension singulière, venue de son histoire, de sa structure sociale et politique particulière, etc. Ce qui rapproche toutefois les économies « développées » – les pays occidentaux ainsi que le Japon et la Corée du Sud – vient de ce qu'elles suivent *grosso modo* depuis une trentaine d'années le même cours : leur développement s'est fait à crédit, dans de

ÉTATS-UNIS : ON MEURT PLUS JEUNE

Les overdoses d'opiacés sont devenues un fléau.

Aux États-Unis, l'espérance de vie des hommes à la naissance a baissé deux années de suite, en 2015 et en 2016. En 2014, elle s'établissait à 79 ans. Elle a reflué de 0,2 an en 2015, puis de 0,1 en 2016. On peut penser que ce recul inédit traduit la désespérance liée au chômage issu de la désindustrialisation, et les addictions à l'alcool et aux médicaments antidouleur (ces derniers tuent aujourd'hui aux États-Unis plus que les armes à feu) qui en découlent.

SALWAN GEORGES/THE WASHINGTON POST VIA GETTY IMAGES



À l'automne 2008, Wall Street, comme toutes les places boursières, a vécu au rythme de la plus grave crise financière mondiale.

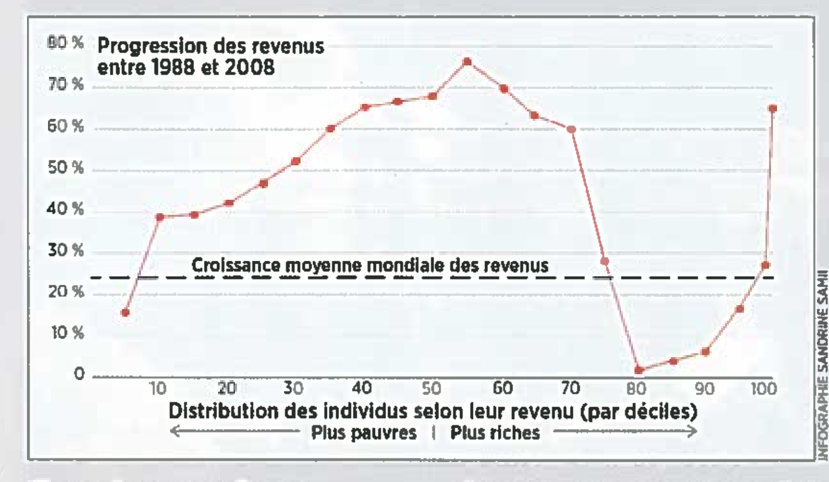
SPENCER PLATT/GETTY IMAGES/AFP

60 % Selon le Pew Research Center, un des organismes américains d'études d'opinion les plus réputés, 60 % des Occidentaux estiment que la situation financière de leurs enfants sera moins bonne que la leur. Ce pessimisme face à leur avenir, qui prend des formes et des niveaux différents selon les pays, est le terreau de tous les phénomènes appelés « populistes ».

Évolution des revenus

UN « ÉLÉPHANT » QUI NE TROMPE (PRESQUE) PAS

Réalisé en 2012, ce graphique fait clairement apparaître les effets de la mondialisation sur les classes sociales.



Chaque époque a sa figure symbolique. La nôtre pourrait être résumée par ce qu'on appelle le « diagramme de l'éléphant ». Celui-ci vient d'une étude chiffrée fort sérieuse faite par l'ex-économiste en chef de la Banque mondiale, le Serbo-Américain Branko Milanovic. Dans un « papier de travail » paru en 2012, il a relié les points formés, en abscisse (l'axe horizontal), par la distribution des Terriens en fonction de leurs revenus selon des « déciles » – les 10 % les plus pauvres se situant à gauche et les 10 % les plus riches à droite – et, en ordonnée (l'échelle verticale), par les variations de leur revenu réel entre 1988 et 2008. Le graphique qui en résulte est d'abord passé inaperçu. Puis certains commentateurs, notamment l'économiste Paul Krugman, y ont vu la figure parfaite des difficultés actuelles des pays développés. Ils l'ont baptisée « l'éléphant » en raison de sa forme. La queue de l'animal (à gauche), avec sa montée très forte située au-dessus de la croissance moyenne du monde, montre la sortie rapide de la pauvreté des moins riches. Le « dos » de l'éléphant, rebondi, illustre la percée des classes « moyennes moyennes » dans le monde, en gros celles de la Chine et de l'Inde. La partie de la trompe qui descend très bas jusqu'au point zéro décrit le sort des classes moyennes supérieures (les occidentales). Bien que leurs revenus surpassent ceux de leurs homologues des pays en développement, elles font du surplace depuis vingt ans. Et la trompe se relève ensuite très haut, matérialisant l'explosion des revenus des 10 %, 1 % et plus encore 0,1 % de la population mondiale. En dix ans, ces revenus ont progressé en moyenne de 60 %, un pourcentage égal à celui de la hausse des revenus des nouvelles classes moyennes des pays en développement. Ce graphique a, bien sûr, été discuté. Certains en ont refait les calculs, ou les ont actualisés, pour la période 2008-2017. La figure change alors un peu, mais elle n'est pas remise en cause fondamentalement. Certains traits en sont même accusés : le haut de la trompe se dresse plus haut encore. L'« éléphant » annonce en quelque sorte le Brexit, Trump et le populisme italien… Le totem de notre effondrement social et politique. **P. B.**

••• plus ou moins grandes proportions. Or on sait aujourd'hui que, par-delà l'amorce qu'ont constituée les *subprimes*, ce qui a fait chuter l'économie occidentale en 2008, c'est bien l'orgie de crédits. Un seul chiffre dit, à cet égard, tout : alors qu'une semaine avant le sinistre jeudi noir du 24 octobre 1929, le ratio des dettes privées sur le PIB se montait (déjà) aux États-Unis à 175 %, il grimpait, à la veille de 2008, au chiffre astronomique de 298 %. Il suffisait alors que des retards apparaissent dans le paiement des intérêts de ces dettes pour que le système entier s'écroule, gagnant par contagion, du fait de l'entrelacement du système bancaire international, tous les pays. Le problème? La situation, sur ce point, n'a guère changé.

Depuis deux ans, la Banque mondiale ne cesse de tirer la sonnette d'alarme : le montant cumulé des dettes dans le monde (dettes d'État et surtout privées) a certes baissé en pourcentage du PIB mondial d'un modeste 1 % à 2 %, mais il est plus élevé en valeur absolue qu'à la veille du krach de 2008. Comme si le monde, en particulier occidental, ne pouvait plus se passer de la morphine du crédit. Comme s'il naviguait de bulles en bulles spéculatives, une fois, sur l'Internet, une autre sur les crédits immobiliers, aujourd'hui sur ceux à la consommation, les prêts aux étudiants et, comme à l'accoutumée, l'immobilier. Et, en faisant baisser les taux d'intérêt quasi à zéro, la politique de *quantitative easing* des banques centrales (« assouplissement quantitatif ») a fourni le combustible. Cette action, on le sait, est à son terme. Mais on voit bien que tout n'est pas simple dans son abandon. Qu'adviendra-t-il alors des dettes d'État, qui ont presque partout augmenté et dont le service financier explosera? Est-on sûr aussi, en dépit des chiffres mirifiques du chômage aux États-Unis, très sous-évalués, que la hausse des taux ne cassera pas la reprise qui s'y déroule? Et ce n'est là qu'un enjeu parmi d'autres.

LA CROISSANCE ITALIENNE PATINE

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Italie n'a toujours pas renoué avec son niveau d'avant 2008. Pis, il s'établit, hors inflation, au même niveau qu'en 2000! L'Espagne, pourtant très touchée par la crise de 2008, a d'ores et déjà rattrapé le pays de Fiat et de Ferrari et devrait le dépasser dans les deux ans qui viennent.

RUPTURE DU CONTRAT SOCIAL

Si elle a sauvé le monde occidental d'une grande dépression, cette politique a eu d'autres conséquences, sociales puis politiques. Une des plus graves réside dans la montée des inégalités, de revenus et plus encore de patrimoines. Le creusement de l'écart des revenus provient aussi des mutations technologiques, qui ont installé une polarisation extrême des marchés du travail entre, d'un côté, peu de postes ultra-techniques bien payés et, de l'autre, une myriade de mini-jobs précaires mal rémunérés. L'inégalité des patrimoines, en revanche, se nourrit de l'inflation des actifs que cette politique a engendrée *via* la spéculation. Et cette situation a un coût social et, de là, politique.

Au sortir du deuxième conflit mondial, les pays occidentaux s'étaient à nouveau stabilisés, après les catastrophes fasciste et nazie, autour de l'essor d'une classe moyenne prospère. Tout était loin d'y être parfait, mais nos sociétés « fonctionnaient » en vertu d'un « contrat » entre les classes sociales. Or c'est celui-là même qui a été rompu. Là encore, un chiffre résume la situation : aux États-Unis, aujourd'hui, le revenu médian des « ménages », qui sépare la moitié inférieure de la supérieure, est identique, si on prend en compte l'inflation, à celui de 1978. Depuis quarante ans, la classe moyenne a stagné dans les pays occidentaux. Plus que ladite « crise migratoire », en grande part un abcès de dérivation facile, cette fragilité explique la crise sociale et politique qui frappe les pays occidentaux de diverses façons et qu'on synthétise sous le vocable imprécis de « populisme » : en Grande-Bretagne, la confusion du Brexit; aux États-Unis, Trump et son *America first*; en Italie, l'expérience d'un gouvernement anti-élites et anti-Europe; en Allemagne, les difficultés politiques d'Angela Merkel, etc. Et ce phénomène est typiquement occidental. La disparition programmée

> **« La fragilisation de la classe moyenne explique la crise sociale et politique qui frappe les pays occidentaux. »**

de la classe moyenne, vecteur de la stabilité des sociétés occidentales, ne vaut en effet pas pour les pays « en développement », notamment la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, où les classes moyennes, au contraire, s'épanouissent.

Dimension centrale de cette situation, la montée économique de la Chine n'a rien à voir avec un phénomène banal de « rattrapage ». Elle traduit le basculement géo-économique et politique en cours du monde de l'Atlantique nord vers le Pacifique, de la même façon qu'au début du XX[e] siècle il s'était recentré du Royaume-Uni et de l'Europe vers les États-Unis. C'est dans cette perspective qu'il faut lire les difficultés actuelles des pays occidentaux.

Dans son essai best-seller paru en 2004, *Effondrement*, le biologiste américain Jared Diamond (1) montrait comment des sociétés jadis prospères, comme les Mayas, la société viking du Groenland ou l'île de Pâques, s'étaient « effondrées », jusqu'à, pour certaines, disparaître, du fait des effets induits par des décisions qu'elles avaient prises. Le raisonnement concernait avant tout l'écologie, et il a été contesté. Mais il peut être élargi à l'économique et au social; et il l'a été après 2008 aux États-Unis, où le livre a été relu comme une prémonition, comme une explication de la crise. On peut en effet se demander si les choix opérés par les pays développés depuis une trentaine d'années – ce qu'on a appelé le « néolibéralisme » –, et qui perdurent, ne sont pas en train •••

LA POPULATION ALLEMANDE DÉCLINE

MICHAEL KAPPELER/DPA/AFP

Des réfugiés à un salon de l'emploi, Berlin, 2016.

Étant donné sa démographie, si l'Allemagne veut conserver à l'horizon 2050 sa capacité de production industrielle actuelle, il faudrait qu'elle incorpore 500 000 étrangers par an d'ici là. C'est l'une des raisons de l'accueil fait par la chancelière Angela Merkel au quasi-million de réfugiés syriens et afghans en 2015. Mais cela explique aussi son reflux politique, corrélatif à la montée du parti anti-immigration AfD. Résultat : le rythme des entrées a été réduit à 200 000 par an, et il pourrait encore chuter. Cette politique restrictive ressemble à une acceptation du déclin allemand, une voie que suit le Japon, lequel a perdu un million d'habitants entre 2010 et 2015. Cette évolution devrait s'accroître, mettant le Japon sous la menace de devenir, d'ici à cinquante ans, un « satellite » de la Chine. Dans les années 1980, l'empire du Soleil-Levant était donné pour la prochaine superpuissance planétaire… L'éclatement en 1986 de sa gigantesque bulle immobilière et foncière a tout changé.

••• de les conduire à une issue fatale. Il ne s'agit pas ici d'emboucher la trompette catastrophiste de la Décadence. Spectaculaire, ce discours est nombriliste, purement déclamatoire et vain. De façon plus positive, il s'agit de comprendre ce qui, dans les décisions prises par nos économies, les amène à rencontrer ces signes d'effondrement ou de pré-effondrement que nous avons énumérés. Incontestablement notre « modèle » économique, social et politique en porte la responsabilité et, au-delà, nos habitudes de pensée le fondent. Mais on peut aussi se demander si on ne se trouve pas face à un effondrement possible plus généralisé du « genre humain » en soi. Une évolution dont seule la Chine aurait réellement conscience aujourd'hui avec sa volonté de devenir le leader mondial d'une « industrie intelligente » entièrement robotisée et respectueuse de l'environnement – un objectif, au demeurant, très loin d'être atteint (2).

L'Occident traverse une passe difficile, mais il n'est pas condamné d'avance. Il doit « seulement » se refonder, inventer un autre modèle, à la fois économique, social, politique et idéologique, plus en harmonie que l'actuel avec les tournants technologiques et géopolitiques majeurs qui affectent le monde nouveau qui émerge. Et rien, sur ce plan, n'est *a priori* impossible. Mais le pire serait – cela, hélas! s'est déjà vu – que « l'Europe » (au sens de la culture européo-occidentale) fasse comme si de rien n'était, comme si son destin « naturel » était encore, et toujours, de dominer le monde. Et si un peu d'autocritique, une attitude d'humilité et une réelle inventivité aidaient l'Occident à se ressourcer? Et à survivre. ■

(1) *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Jared Diamond, traduit par Agnès Botz et Jean-Luc Fidel, éd. Folio essais.
(2) Voir aussi la conférence donnée en juin dernier par le libéral Philippe Waechter, chef économiste d'Ostrum Asset Management (Natixis), « Chine-États-Unis. La bataille ne fait que commencer », en libre accès sur Internet.

Au-delà de la seule économie

Ces Lumières qui vacillent

La crise est aussi le symptôme d'une civilisation qui peine à se renouveler face à d'autres puissances, et d'une démocratie tributaire du temps court des élections.

Par Patrice Bollon

Une des lignes de partage idéologique majeures entre les pays occidentaux et la Chine concerne, on le sait, la question des droits de l'homme. Le refus par le Parti communiste chinois d'une démocratie plurielle, son contrôle étroit de l'opinion et la répression qu'il exerce sur certaines populations de ses « marges » comme les Ouïghours ou envers ses voix dissidentes internes passent de façon légitime, aux yeux des Occidentaux, pour des atteintes à l'expression individuelle. Ce n'est pas ainsi, on s'en doute, que le voient les autorités chinoises et leurs soutiens. Certains font ainsi valoir que l'idée des droits de l'homme est une valeur typiquement occidentale, qui n'a pas cours ailleurs : ils la rejettent au nom de « valeurs asiatiques » spécifiques. Dans les années 1980-1990, c'était le discours de Lee Kuan Yew (1923-2015), le père fondateur de la république de Singapour et son Premier ministre quasi inamovible.

NOS DÉMOCRATIES BALLOTTÉES

Sans aller jusqu'à ce refus de toute discussion, d'autres avancent une argumentation plus raisonnée mais tout aussi ferme : ils mettent en doute le caractère central, pour les sociétés, des libertés publiques et leur effectivité dans les pays occidentaux. Reprenant des éléments de la doctrine de Confucius, ils soutiennent qu'un pouvoir fort est nécessaire pour réaliser l'« harmonie » indispensable à la survie de toute collectivité. Et pouvoir fort ne signifie pas pouvoir dictatorial ou autiste. Un gouvernement ne saurait se maintenir que s'il est à l'écoute des demandes de ses administrés. Le régime chinois ne serait ainsi pas antidémocratique. Il représenterait un autre type de démocratie, fondé sur un équilibre des devoirs, et non, comme chez nous, des droits. Et il serait non seulement plus efficace mais plus respectueux au final des individus, puisqu'il leur apporte une amélioration de leur bien-être économique à long terme – ce que ne semblent plus pouvoir assurer aujourd'hui à leurs citoyens les démocraties occidentales.

Un tel argumentaire ouvre la porte à la justification des régimes les plus arbitraires, mais peut-on refuser de l'entendre? L'idée que la démocratie représentative à l'occidentale serait le fin du fin de toute évolution politique a du plomb dans l'aile depuis le ratage irakien. Et le spectacle qu'offrent nos démocraties, ballottées par des pouvoirs à court terme, affectées d'inégalités grandissantes et tentées par les expériences « populistes », n'est pas des plus engageants. En soi, cette remarque ne remet d'ailleurs pas en cause l'idée qu'il puisse exister des valeurs communes aux différentes cultures ou civilisations. Mais celles-ci ne sauraient se confondre purement et simplement avec les nôtres. L'universalité humaine est une question, pas une donnée.



Dans un salon au XVIIIe siècle une lecture de *L'Orphelin de la Chine*, une tragédie de Voltaire inspirée d'une pièce chinoise. Quand nos philosophes se confrontaient à d'autres civilisations...

PEINTURE D'ANICET LEMONNIER · RMN-GRAND PALAIS · D. ARNAUDET

RELATIVISME CULTUREL

Poser nos valeurs comme universelles par nature pouvait se concevoir en des temps de domination absolue, économique et technologique, occidentale. Le basculement du monde de l'Atlantique nord vers le Pacifique montre qu'il n'y a plus – qu'il n'y a en réalité jamais eu – un seul *right way* de la modernité, tel que celui que définirait la « pensée des Lumières » et auquel les occidentalistes se raccrochent. Cette doctrine est contestée à l'extérieur de l'Occident, et elle a ses limites. Ce n'est en effet pas critiquer les Lumières, ce serait plutôt leur rester fidèle, que de noter que, si elles furent une grande époque d'ouverture au monde – rappelons que, du fait de l'action des jésuites en Chine, la pensée chinoise fut discutée en Europe dès Pascal puis par Leibniz et Voltaire –, elles n'ont pas pu anticiper le grand décentrement géo-économique et géo-politique de notre époque.

Un certain relativisme culturel s'impose donc, ce d'autant que, si on prend la question à revers – en examinant nos grands partis pris civilisationnels et ce qu'il en procède –, on peut se demander si notre métaphysique n'est pas arrivée, sur bien des enjeux, au bout de ses fécondités. Cela se voit à ses difficultés à répondre aux problèmes contemporains les plus urgents. On a beau la tourner dans tous les sens, nos sociétés n'arrivent pas, par exemple, à donner une solution pérenne à la question, très pratique, de savoir comment installer en elles une stabilité à partir d'un état de fait multiculturel. Les solutions héritées, le républicanisme, la laïcité, l'idée cosmopolitique, y semblent impropres. L'assimilation républicaine bute sur l'exigence de reconnaissance des particularités des « autres ». La laïcité n'est, d'une part, pas « une », et, de l'autre, ses versions les plus intégratives sont rejetées pour la même raison, tandis que ses acceptions les plus ouvertes mènent à la plus pure anarchie sociale multiculturelle. Quant à la cosmopolitique, l'idée que les individus puissent s'émanciper totalement de leur culture, elle est certes une solution grandiose, mais qui néglige les rapports de force collectifs. Comme la morale kantienne, dont elle procède, c'est une vision décontextualisée et, comme elle, impraticable voire injuste dans certains contextes. Elle évoque la célèbre antienne de Péguy : « Le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains. » Ce sont donc bien ici les racines de nos raisonnements qui pèchent, ce qu'on pourrait appeler notre « métaphysique spontanée ».

Et la crise actuelle de l'Occident oblige les pays développés à intégrer le fait qu'ils ne sont plus sur ce point le référent unique, ultime. Ils n'en offrent qu'une « formule » parmi d'autres, et qui a vieilli. L'accent quasi exclusif mis, dans nos analyses politiques, sur un individu abstrait, posé libre et autonome; la vision, potentiellement fixiste, d'un monde formé par des entités définies selon des essences ou des substances stables; et, pour n'en rester qu'à quelques éléments, le présupposé d'un équilibre naturel réalisé par les forces économiques individuelles *via* le marché : ces bases de notre pensée ont encore leur valeur mais relative. Elles ne paraissent plus en phase avec l'état présent du monde. Dès lors, les modifications de nos options de base que celui-ci semble requérir de notre part – mieux incorporer la dimension collective (et solidaire, non purement concurrentielle) des phénomènes socio-politiques, passer d'une pensée des essences à une « philosophie des processus », privilégier, en économie, une approche « macro » sur un raisonnement « micro », etc. – n'apparaissent sur le fond pas très éloignées, si on en gomme les connotations nationalistes, de ce que certains mettent sous le vocable de « valeurs asiatiques ». Et si le XXIe siècle était celui de la grande hybridation des métaphysiques de l'Ouest et de l'Est? ■

> « Il faut passer d'une pensée des essences à une « philosophie des processus ». »